



>> Interview

propos recueillis par Yannick

Une analyse cinglante sur l'obsession antilibérale française...

Nicolas Lecaussin :

«On est en train de former des générations de jeunes à vouloir devenir fonctionnaires.»

Nicolas Lecaussin est directeur du développement de l'IREF (Institut de recherches économiques et fiscales) et il a déjà pu écrire «*État qui tue la France*», «*L'absolutisme efficace : enquête sur la présidence de Nicolas Sarkozy*» ou «*A quoi servent les riches*» (avec l'avocat Jean-Philippe Delsol). Son dernier livre est passionnant puisqu'il se penche sur l'antilibéralisme, qui ne connaît

frontières politiques en France. Ainsi, souligne-t-il : «De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, de l'extrême gauche à l'extrême droite, en passant par Sarkozy et François Hollande, tous les leaders politiques français ont critiqué (ou critiquent) le libre-échange, la mondialisation et le marché en affirmant que ce sont eux qui sont à l'origine de la crise économique. Ils continuent à proposer plus de réglementations et d'interventions de l'État». Cette obsession antilibérale est aussi celle d'une partie des médias qui ont repris les clichés économiques des politiques, tandis que les Français tombent dans le piège de l'économiquement correct. Nicolas Lecaussin dénonce cette attitude constante en France qu'est l'antilibéralisme. Il répond à nos questions.

«*L'Obsession antilibérale française*» de Nicolas Lecaussin est publié chez Libre Echange.

L'Hebdo-Bourseplus :

La classe politique française, sans exception, se distingue par des thèses toujours très étatistes qui n'ont rien à voir avec ce que proposent les libéraux dans d'autres pays du monde...

Nicolas Lecaussin :

C'est l'un des principaux constats que je fais dans cet essai. D'abord, je regarde le passé proche à travers un exemple concret, les élections présidentielles de 2012, où tous les candidats avaient un discours antilibéral. Pour les élections européennes, je me suis amusé à comparer les programmes des partis et j'ai pu remarquer que tous, sans exception, affirmaient combattre le libéralisme de Bruxelles en se prononçant pour plus d'interventionnisme et une politique industrielle au niveau européen. C'est effectivement une constante chez les politiques français et cet antilibéralisme est présent de l'extrême gauche à l'extrême droite...

Nicolas Sarkozy affirmait être plus libéral que les autres, mais sa politique n'a pas vraiment changé les choses et la France est restée un pays socialiste...

Nicolas Sarkozy pouvait être une exception dans cette constante antilibérale chez les politiques français. Les choses avaient bien commencé. Si l'on regarde les discours de campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy, il avait des accents libéraux, voire même thatcheriens, puisqu'il voulait briser le modèle social français. Il voulait réformer en profondeur la France, avec moins d'État et moins de dépenses publiques. Une fois arrivé au pouvoir, après quelques mois de réformes, l'engouement de Nicolas Sarkozy pour le libéralisme a baissé. C'est vrai, il y a eu la crise...

L'excuse de la crise vous semble-t-elle valable ?

Non, ce n'est pas du tout valable, d'autant qu'il a été bien élu pour réformer la France... On a pu remarquer qu'au cours de cette période, surtout entre 2007 et 2010, le Front national a vu ses scores baisser en France. Cette baisse d'engouement pour le

libéralisme est apparue avec la crise, mais surtout en raison du blocage de la haute administration.

Cette obsession antilibérale nous coûte extrêmement cher et elle est aussi à l'origine de l'explosion du chômage en France. La France reste-t-elle une exception dans le monde ?

C'est l'un des grands paradoxes dont je parle dans mon livre. La gauche et la droite continuent de défendre ce fameux modèle social français que tout le monde nous envie, mais que personne ne nous copie... Pendant ce temps, le taux de chômage des jeunes bat des records, les dépenses publiques ne cessent d'augmenter. Il y a de plus en plus de pauvres et l'économie est au bord du précipice. C'est une question que je me pose : pourquoi continue-t-on de soutenir ce modèle, alors que c'est la catastrophe à tous les étages ? Au lendemain de la catastrophe électorale aux élections européennes, personne ne semble s'engager sur la voie des vraies réformes libérales qui ont été faites un peu partout ailleurs. Même aux pires moments de la crise économique qui a frappé le monde, le taux de chômage aux États-Unis et en Grande-Bretagne n'avait pas atteint le niveau du taux de chômage en France... Comme quoi, le modèle social qui devait nous protéger ne l'a pas fait. Je viens de publier pour l'IREF une étude qui compare le taux de chômage des jeunes en France et au Canada. Or, le taux de chômage des 16-24 ans est de 24% en France, alors qu'il est de 13% au Canada ! La raison principale, c'est la flexibilité du marché du travail au Canada. Les employeurs canadiens ont la liberté d'embaucher et de licencier, surtout les jeunes, et ils peuvent très bien faire des contrats à durée déterminée comme bon leur semble.

Quel est le rôle de l'éducation nationale dans cet antilibéralisme ?

L'Éducation nationale est complètement phagocytée par l'État et les syndicats. Le corps professoral est à fond à gauche, on le voit très bien au moment des élections, et on est en train de former

des générations de jeunes à vouloir devenir fonctionnaires, plutôt que de se lancer dans la vie d'entreprise. Là aussi, c'est une exception française. Ailleurs dans le monde, les jeunes tentent plutôt de réussir dans l'industrie ou la vie d'entreprise...

C'est une forme d'inconscience mais, en France, c'est grave, c'est qu'elle est présente chez les politiques. Les politiques sont vraiment coupés des réalités. Je donne de nombreux exemples dans mon ouvrage. Donc, ils sont incapables de mener de vraies réformes et on en voit les résultats tous les jours.

Lorsque vous discutez avec des Européens, des Asiatiques, des Anglo-Saxons ou des Américains, ils ont tous la même vision de la France : «C'est le pays où il est impossible de créer une entreprise, parce qu'il y a trop d'impôts». Français voyagent de plus en plus, n'ont-ils pas conscience de cette image ?

Malheureusement, de plus en plus de Français tentent la France pour aller entreprendre. Il ne faut pas oublier qu'il y a une terreur plus en plus forte au départ à l'étranger. Plus on est riche, plus on est riche, les chiffres montrent très clairement : des jeunes chefs d'entreprise de quarantaine d'années préfèrent quitter la France pour aller réussir ailleurs. Pas forcément en France, en Grande-Bretagne, mais aussi en Belgique, en Amérique latine, au Canada ou en Australie. Grâce à la mondialisation, il n'y a plus de frontières. Vous savez, il y a des chefs d'entreprise qui sont aussi contre la mondialisation, ils ne veulent pas la concurrence, donc ils préfèrent garder leurs marchés pour eux-mêmes mais, lorsqu'ils veulent aller investir ailleurs, ils le font. Malheureusement, c'est contre de plus en plus souvent des chefs d'entreprise qui sont découragés et qui ne croient plus aux réformes en France. Le gros problème est que personne ne voit vraiment comment sortir ! ■